Le Budget Economique Exploratoire 2017

Conférence de presse de

Monsieur Ahmed Lahlimi Alami

Haut Commissaire au Plan

Casablanca, le 12 Juillet 2016

Note d’information

La situation économique nationale

En 2016 et 2017

* Une croissance économique à 1,5% en 2016 et à 3,5% en 2017.
* Accroissement de la valeur ajoutée des activités non agricoles de 2,3% en 2016 et de 2,6% en 2017;
* L’inflation, appréhendée par le prix implicite du PIB serait de 1,7% en 2016 et de 1,8% en 2017 ;
* Légère hausse du déficit courant des échanges extérieurs, passant de 2,1% du PIB en 2015 à 2,4% en 2016, avant de revenir à 1,9% en 2017 ;
* Un taux d’endettement public global, passant de 80,2% en 2015 à 81,4% du PIB en 2016 et à 81,1% en 2017. Celui du Trésor passerait de 64,1% en 2015 à 65,5% en 2016 et 65,7% et 2017.

Le Haut-commissariat au Plan a élaboré, comme chaque année au mois de juin, le budget économique exploratoire qui donne une estimation du cadre macroéconomique en 2016 et une exploration de son évolution en 2017.

Ce budget tient compte des agrégats provisoires arrêtés par la comptabilité nationale pour l’année 2015 et se réfère aux résultats des enquêtes trimestrielles et des travaux de suivi et d’analyse de conjoncture menés par le Haut Commissariat au Plan durant le premier semestre de l’année 2016. Il intègre, également, l’impact de l’évolution de l’économie mondiale sur l’activité économique nationale en 2016 et 2017.

Les prévisions pour l’année 2017 se basent, par ailleurs, sur la double hypothèse d’une production céréalière moyenne et d’une reconduction de la politique budgétaire mise en vigueur en 2016 sans anticipation de réformes nouvelles.

Il est à rappeler que ces prévisions seront révisées dans le cadre du budget économique prévisionnel 2017, après l’élaboration de la loi de finances 2017, pour prendre en considération les différents changements susceptibles d’affecter les politiques économiques durant l’année prochaine.

1. L’environnement international

Les dernières perspectives économiques du Fonds Monétaire International font ressortir une nouvelle révision à la baisse de la croissance de l’économie mondiale. Celle-ci resterait limitée à 3,2% en 2016 et à 3,5% en 2017, soit dans la ligne de la croissance annuelle moyenne de 3,5% sur la période 2011-2015. Ce niveau de croissance durablement faible, en comparaison à 5,1% par an durant la période 2003-2007, s’explique par le ralentissement de la demande mondiale et notamment celle des pays exportateurs de produits de base, dont les termes de l’échange se sont effondrés. Le processus de rééquilibrage de l’économie chinoise et la montée générale de l’incertitude entourant les perspectives économiques mondiales, devraient également entraver la réalisation d’une croissance robuste et durable.

Dans les pays avancés, le recul des prix du pétrole associé à une politique monétaire accommodante, devraient continuer de soutenir la demande intérieure. Néanmoins, l’affaiblissement de la demande extérieure et les nouvelles appréciations monétaires, en particulier aux États-Unis, devraient peser sur la reprise de la croissance des pays avancés. Celle ci se limiterait à 2% en 2016 et 2017.

Aux Etas Unis, la croissance devrait se maintenir à près de 2,5% en 2016 et 2017, portée par la bonne tenue de la demande intérieure. Celle-ci bénéficierait de l’atténuation des restrictions budgétaires et de l’amélioration du marché immobilier ce qui pourrait compenser le ralentissement des activités manufacturières et le fléchissement des exportations.

Dans la zone euro, la reprise économique devrait se poursuivre à un rythme modéré de 1,5% et 1 ,6% respectivement en 2016 et 2017. Elle devrait bénéficier du dynamisme des économies de l'Allemagne et de l'Espagne ainsi que de l'amélioration des perspectives en France et en Italie sous l’effet de la baisse des prix de l’énergie et des conditions financières favorables. Dans ces conditions, le taux de  chômage continuerait sa baisse pour atteindre 9,9% en 2017, sans toutefois revenir à ses niveaux d’avant la crise de 7,3%.

Cependant, le Brexit devrait pénaliser à court terme les perspectives de croissance de l’union européenne et de zone , en raison de son impact direct sur les échanges extérieurs et du resserrement des conditions monétaires et financières suite au creusement des *spreads* des pays périphériques.

Au Japon, l’économie resterait soutenue par un important appui budgétaire et par un ensemble de mesures d’assouplissement monétaire. Toutefois, le niveau élevé de la dette publique et la baisse de la croissance potentielle due au ralentissement de la demande des pays émergents devraient freiner l’activité économique nippone. Sa croissance devrait se limiter à 0,5% en 2016 avant d’afficher un taux légèrement négatif en 2017.

Dans les pays émergents et en développement, la croissance devrait se redresser progressivement pour s’établir à 4,6% en 2017 au lieu de 4,1% en 2016, restant cependant variable selon les pays. En Chine, le processus de rééquilibrage du modèle économique devrait être soutenu par une croissance élevée des revenus, et par les réformes structurelles visant à stimuler la consommation. Sa croissance économique serait de 6,5% et 6,2% respectivement en 2016 et 2017. En Inde, la croissance devrait se situer à 7,5% en 2016 et 2017, soutenue notamment par la reprise de l’investissement privé, étant donné le regain de confiance et le redressement de l’activité industrielle. Par ailleurs, l’économie brésilienne, affectée par le durcissement de la politique macroéconomique et par la détérioration des termes de l’échange demeure plonger dans une longue crise économique. L’économie russe, de son côté, devrait rester en récession, sous l’effet des tensions géopolitiques et de la chute du prix du pétrole.

Au niveau du marché mondial des matières premières, le cours du pétrole devrait enregistrer une légère hausse passant de 41$/b en 2016 à 50 $/b en 2017. Quant aux prix des matières premières non énergétiques, qui s’inscrivaient dans une tendance baissière ces dernières années, ils devraient se stabiliser, affichant une légère baisse de 0,7% en 2017 au lieu de -9,4% en 2016. Dans ces conditions, l’inflation devrait s’améliorer dans les pays avancés avec un taux de 1,5% en 2017 au lieu de 0,7% en 2016. Elle serait, toutefois, en baisse dans les pays émergents passant de 4,5% en 2016 à 4,2% en 2017. De son côté, la parité de la monnaie européenne, l’euro, par rapport au dollar américain serait maintenue à 1,11 en 2016 et 2017.

Par ailleurs, le ralentissement en cours des économies émergentes et la reprise modérée des pays développés devraient limiter le commerce mondial, qui devrait connaître un rythme de croissance modéré, passant de 3,1% en 2016 à 3,8% en 2017. Il continue, ainsi, d’évoluer depuis 2012, au même rythme que la croissance économique mondiale, et non deux fois plus rapide, comme c’était le cas avant la crise de 2008.

Globalement, ces perspectives économiques qui dégageant une croissance modérée, se traduiraient par une demande mondiale adressée au Maroc en ralentissement avec un rythme passant de 5% en 2015 à 4,1% et 3,9% respectivement en 2016 et 2017. Elles se traduiraient également par une baisse des prix à l’importation de biens et services en 2016 et une quasi-stagnation en 2017.

1. **L’évolution de l’économie nationale en 2016**

L’économie nationale serait marquée en 2016 par une baisse de la valeur ajoutée du secteur agricole et par une décélération continue des crédits bancaires, reflétant par conséquent, le manque du dynamisme de la demande intérieure, notamment de l’investissement et de la consommation des ménages. L’économie nationale, bénéficiant toutefois de la consolidation des flux nets extérieurs et de la baisse des prix des matières premières sur le marché international, devrait continuer à connaitre un rétablissement de ses déficits interne et externe.

2-1- L’évolution sectorielle

La croissance économique nationale devrait ralentir en 2016, en raison du fléchissement de la production agricole et du rythme d’accroissement modéré des activités non agricoles.

Le secteur agricole serait marqué par une baisse significative de la production céréalière durant la campagne agricole 2015/2016, atteignant 33,5 millions de quintaux au lieu de 115 millions enregistrés une année auparavant. Ainsi, en dépit de la consolidation de la croissance des cultures non céréalières et de l’élevage, la valeur ajoutée agricole serait en régression de 11% en volume au lieu d’une hausse de 12,8% enregistrée en 2015.

Cette baisse est atténuée par rapport à celle retenue dans le budget économique prévisionnel du mois de janvier, en raison des précipitations tardives induisant une évolution satisfaisante des autres cultures végétales durant la campagne agricole 2015/2016.

Tenant compte d’une évolution favorable des activités de la pêche maritime en 2016, le secteur primaire dégagerait une valeur ajoutée en repli de 9,7%, contribuant, ainsi, négativement à la croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) de 1,2 point au lieu d’une contribution positive de 1,5 point une année auparavant.

Les activités non agricoles, de leur côté, devraient enregistrer une amélioration du rythme d’accroissement de leur valeur ajoutée, passant de 1,8% en 2015 à 2,3% en 2016. Ce rythme reste, toutefois, inferieur à 4% enregistré durant la période 2008-2012, en raison des effets du ralentissement de la demande intérieure manifeste depuis quelques années.

Dans ce contexte, le secteur secondaire connaitrait en 2016 une croissance de 3,3% au lieu de 2,8% enregistrée en 2015, porté principalement par la poursuite des industries de transformation de leur tendance haussière entamée depuis 2014. Ce dynamisme tient essentiellement à la consolidation de la demande étrangère sur les produits agroalimentaires, chimiques et para-chimiques et sur les produits de l’automobile. Quant au secteur du bâtiment et travaux publics, il continuerait d’être freiné par le ralentissement de l’activité du bâtiment, sous l’effet d’une faible demande et du durcissement persistant des conditions de financement.

Au niveau **des activités tertiaires**,la croissance de la valeur ajoutée des services marchands resterait très basse, de l’ordre de 1,9% en 2016 après celle de 1,2% en 2015, en raison du ralentissement en particulier des activités de télécommunications et des services rendus aux ménages et aux entreprises et de la faible reprise des activités touristiques. Les services fournis par les administrations publiques dégageraient, quant à eux, une valeur ajoutée en amélioration modérée après une quasi-stagnation en 2015.

Dans ce contexte, le Produit Intérieur Brut devrait s’accroitre de 1,5% en 2016 au lieu de 4,5% en 2015, et ce compte tenu d’une évolution de 8,1%, des impôts et taxes sur les produits nets de subventions.

Ce ralentissement de la croissance économique se traduirait par de faibles créations nettes d’emploi en 2016. Avec l’hypothèse d’une légère baisse du taux d’activité, le taux de chômage se situerait, ainsi, à 9,9% au lieu de 9,7% enregistré en 2015.

2.2. L’évolution de la demande

La demande intérieure continuerait en 2016 de soutenir la croissance économique nationale, avec une contribution plus importante qu’en 2015. Quant à la demande extérieure nette, sa contribution à la croissance du PIB serait négative après une contribution positive une année auparavant.

Ainsi, la consommation des ménages résidents resterait le moteur de la croissance économique nationale. Elle devrait s’accroitre de 2,8% au lieu de 2,4% une année auparavant, contribuant pour 1,6 point à la croissance au lieu de 1,4 point en 2015 et 2,7 points en moyenne entre 2008 et 2014. Elle serait confortée par la maitrise des prix à des niveaux relativement bas et par l’amélioration prévisible des revenus extérieurs, en particulier des marocains résidant à l’étranger (MRE) d’environ 4%.

De son côté, la consommation publique connaitrait une hausse de 2,5% après celle de 1,9% en 2015, en liaison avec la hausse des dépenses de fonctionnement en 2016. Sa contribution à la croissance serait maintenue à 0,5 point.

Au total, la consommation finale nationale devrait s’accroitre de 2,7% au lieu de 2,3% en 2015. Sa contribution à la croissance serait de 2,1 points au lieu de 1,8 point une année auparavant.

Parallèlement, la formation brute du capital fixe, après les baisses successives enregistrées en 2013 et 2014, devrait connaitre une légère hausse de 1,1% en 2016 au lieu de 1,5% en 2015. En prenant en compte la variation des stocks, l’investissement brut s’accroîtrait de 0,9% en volume, avec une contribution de 0,3 point à la croissance au lieu d’une contribution négative de 0,9 point en 2015.

Globalement, la demande intérieure devrait croitre de 1,7% en volume, au lieu de 0,9% en 2015 et 5% par an durant la période 2008-2013. Sa contribution à la croissance serait de 2,4 points, au lieu d’un point en 2015.

Cette croissance atone de la demande intérieure n’exerce pas de pressions inflationnistes sur les prix intérieurs. De ce fait, l’inflation serait en quasi stagnation et se situerait à 1,7% au lieu de 1,8% enregistrée en 2015. En outre, la faible hausse des cours des produits énergétiques, conjuguée à la baisse des prix des autres matières premières au niveau international, contribueraient à la modération de l’inflation importée.

La demande extérieure nette, de son côté, dégagerait une contribution négative à la croissance du PIB, estimée à 0,9 point, après la contribution positive de 3,5 points en 2015. En effet, les exportations de biens et services en volume devraient enregistrer un accroissement de 5,8% en 2016, alors que les importations augmenteraient de 6,9% au lieu d’une baisse de 3,1% en 2015.

2.3. Financement de l’économie

Avec une hausse de 3,9% de la consommation finale nationale en 2016 et de 3,2% du produit intérieur brut aux prix courants, l’épargne intérieure devrait connaitre une baisse pour atteindre 21,9% du PIB au lieu de 22,5% en 2015.

Compte tenu des revenus nets en provenance du reste du monde, qui devraient représenter 5,8% du PIB, l’épargne nationale passerait de 28,1% du PIB en 2015 à près de 27,7% en 2016. Avec un investissement brut représentant 30,1% du PIB, le compte épargne-investissement (synonyme du solde courant de la balance de paiements) dégagerait un déficit en légère accentuation, se situant à 2,4% du PIB au lieu de 2,1% en 2015.

Ceci s’explique, en partie, par la légère détérioration du solde des échanges de biens et services. Il serait marqué par une légère accentuation de son déficit qui atteindrait 8,2% du PIB au lieu de 7,9% en 2015.

Dans ce cadre, les exportations de biens et services aux prix courants devraient enregistrer une hausse de 4,1% en 2016, profitant particulièrement de la poursuite de la consolidation des produits des métiers mondiaux et des produits agroalimentaires, en témoignent les performances des expéditions des secteurs de l’automobile et de l’aéronautique.

De leur côté, les importations de biens et services devraient enregistrer une augmentation plus rapide que celle des exportations, de l’ordre de 4,9% au lieu d’une baisse de 4,5% en 2015. Cette augmentation serait tributaire à l’accroissement des besoins de l’économie en matière de biens d’équipements et de produits alimentaires, en liaison avec le recul de la production agricole. Néanmoins, la facture énergétique afficherait un allégement du au recul des prix du pétrole qui devrait atteindre 41$/baril en 2016 au lieu de 50$/baril en 2015.

Au niveau des finances publiques, les recettes ordinaires devraient être consolidées à 21,4% du PIB en 2016, suite essentiellement au renforcement de la collecte des recettes fiscales qui atteindraient 18,7% du PIB. Concernant, les dépenses ordinaires, elles devraient connaitre une hausse modérée maintenant leur niveau à 20,6% du PIB, en raison essentiellement de la réduction des dépenses budgétaires de compensation. Compte tenu des investissements des administrations publiques, représentant 5,5% du PIB en 2016, le déficit budgétaire devrait se situer à 4,1% du PIB, en allégement par rapport à 4,3% enregistré en 2015 et 4,7% en 2014.

Dans ce cadre, la mobilisation de financements pour couvrir ce déficit se traduirait par une augmentation du taux d’endettement global du trésor passant de 64,1% du PIB en 2015 à 65,5% en 2016. De ce fait, le taux de la dette publique globale devrait s’accentuer davantage pour atteindre 81,4% du PIB en 2016 au lieu de 80,2% en 2015 et 70,7% en moyenne durant la période 2010-2015 et 60,1% durant 2005-2010.

Le marché monétaire, de son côté, continuerait d’afficher une situation de liquidité bancaire favorable, marquée par un niveau satisfaisant de disponibilité en réserves internationales. Ces dernières s’établiraient à 263 MMDH en 2016, ce qui assurerait la couverture de plus de 7 mois 18 jours d’importations de biens et services.

Toutefois, les crédits bancaires resteraient peu dynamiques, malgré les interventions de Bank Al-Maghreb, à travers les révisions successives à la baisse du taux directeur de 3% en 2012 à 2,75% en septembre 2014 puis à 2,5% en décembre 2014 et finalement à 2,25% en mars 2016. Ainsi, la progression des crédits bancaires ne dépasserait pas 3% en 2016 au lieu de 2,8% en 2015, après avoir connu une croissance moyenne de 14% par an durant la période 2006-2012.

Ce ralentissement des crédits bancaires devenu structurel depuis l’année 2008 serait dû à la combinaison de plusieurs facteurs. Il s’agit de la décélération de l’activité économique, la saturation du marché de logement, du recul du rythme de réalisation des projets d’infrastructures. A cela s’ajoute le ralentissement de la consommation des ménages ainsi que la réduction du recours des opérateurs dans le secteur énergétique à l’endettement bancaire en liaison avec le processus de la décompensation des hydrocarbures.

Dans ce contexte, et en prenant en compte les perspectives de croissance économique en 2016, la masse monétaire devrait s'accroitre de près de 5,3% en recul par rapport à 5,7% enregistré en 2015.

1. Perspectives de l’économie nationale en 2017

3-1- L’évolution sectorielle

Les perspectives économiques nationales pour 2017 se basent sur les nouvelles tendances de l’environnement international, notamment l’évolution des prix des matières premières et de la demande mondiale adressée au Maroc. Elles supposent, également, la reconduction de la politique budgétaire et une production céréalière moyenne durant la campagne 2016/2017.

Dans ce cadre, les activités non agricoles devraient enregistrer un rythme d’accroissement modéré de 2,6% en 2017 au lieu de 2,3% en 2016, en raison, notamment, de la morosité de la croissance du secteur des services.

Le secteur secondaire dégagerait une valeur ajoutée en amélioration de 3,5% au lieu de 3,3% en 2016. Alors que celle du secteur tertiaire devrait s’accroître de 2,1% au lieu de 1,9% en 2016, sous l’effet, en particulier, de la légère amélioration de 2,2% des services marchands et de 1,9% des services fournis par les administrations publiques.

Le secteur primaire, de son côté, sous l’hypothèse d’un scénario moyen de la production céréalière et de la consolidation de celle des autres cultures agricoles et de l’élevage, dégagerait une valeur ajoutée en hausse de 7,2% au lieu d’une baisse de 9,7% estimée pour 2016.

Dans ces conditions, le Produit Intérieur Brut devrait enregistrer une hausse de 3,5% au lieu de 1,5% estimée pour 2016. Les perspectives établies pour le marché de l’emploi montrent la faible sensibilité du taux de chômage à cette légère amélioration de la croissance économique. Il devrait se maintenir aux mêmes niveaux de 2015 et 2016.

3.2. L’évolution de la demande

La croissance économique devrait continuer d’être soutenue en 2017 par la consolidation de la demande intérieure, au moment où la contribution de la demande extérieure à la croissance resterait faible.

La demande intérieure serait, ainsi, en hausse de 2,4% en volume au lieu de 1,7% en 2016 contribuant pour 3,1 points à la croissance économique au lieu de 2,4 points en 2016. Cette légère hausse ne devrait pas engendrer de pressions inflationnistes puisque la hausse des prix intérieurs se situerait à 1,8% au lieu de 1,7% en 2016.

La consommation finale nationale s’accroîtrait de 3,3% au lieu de 2,7% en 2016. Sa contribution à la croissance du PIB, en amélioration, serait de 2,6 points au lieu de 2,1 points en 2016. Dans ce cadre, la consommation des ménages résidents serait en hausse de 3,1% en 2017 au lieu de 2,8% en 2016 et celle des administrations publiques devrait augmenter de 3,8% au lieu de 2,5%.

La formation brute de capital fixe (FBCF), pour sa part, soutenue par la poursuite des grands projets structurants et par la reprise progressive des activités économiques, devrait connaitre une hausse en volume de 1,4% en 2017 et sa contribution à la croissance économique devrait atteindre 0,4 point. Tenant compte de la variation des stocks, l’investissement brut connaitrait une hausse de 1,9% avec une contribution de 0,6 point à la croissance au lieu de 0,3 point en 2016.

Par ailleurs, la demande extérieure nette devrait dégager une faible contribution à la croissance de 0,3 point en 2017 après la contribution négative de 0,9 point prévisible en 2016. Dans ce cadre, les exportations de biens et services devraient progresser de 6,1% en volume, alors que les importations seraient en hausse de 4,2%.

3.3. Financement de l’économie

Avec un accroissement du PIB nominal de 5,3% et de la consommation finale nationale de 5,1% en 2017, le taux d’épargne intérieure se maintiendrait à 22,1% du PIB en 2017.

Les revenus nets en provenance du reste du monde en hausse de 2,4%, devraient se situer à 5,7% du PIB. De ce fait, l’épargne nationale se maintiendrait à 27,7% du PIB en 2017, mais elle resterait inférieure au niveau d’investissement brut représentant 29,6% du PIB en 2017. Néanmoins, le besoin de financement de l’économie serait en allégement pour se situer à 1,9% du PIB, après avoir été de 2,4% en 2016.

La baisse du déficit des échanges extérieurs de biens et services, passant de 8,2% en 2016 à 7,6% du PIB en 2017, aurait contribué à cet allégement des besoins de financement. Ceci proviendrait de l’augmentation de 5,7% de la valeur des exportations de biens et services, au moment où les importations devraient progresser de 4,1%.

Sur la base de la consolidation du stock en devises à 8 mois d’importations, et de l’hypothèse d’une consolidation des flux nets des investissements directs étrangers de 10%, le besoin de financement complémentaire devrait être mobilisé sous forme d’emprunt public. Dans ces conditions, la dette publique globale devrait atteindre 81,1% du PIB en 2017 au lieu de 81,4% en 2016 et 80,2% en 2015.

Au niveau du marché monétaire, et compte tenu des prévisions retenues pour la croissance économique nationale et de la poursuite de la hausse des avoirs extérieurs nets, les conditions de financement de l’économie nationale devraient s’améliorer. La masse monétaire devrait ainsi croitre de 5,7% au lieu de 5,3% en 2016.

Conclusions

1-Une stabilité macroéconomique non structurelle

L’économie marocaine présente aujourd’hui un cadre macroéconomique stable, avec des équilibres financiers interne et externe rétablis et une inflation maitrisée pendant une longue période, conforté par une entrée massive et régulière de recettes du tourisme international, de transferts des marocains résidant à l’étranger et des flux des investissements directs étrangers.

Cependant, l’économie marocaine est marquée par un ralentissement de la croissance du produit intérieur brut. Le rythme de croissance a été de 3% par an en moyenne entre 2011 et 2016 au lieu de 4,5% durant la décennie 2000.

Graphique : Croissance économique et équilibres macroéconomiques

A cet égard, si les contreperformances des activités non agricoles, en raison des effets de la crise économique internationale et l’affaiblissement du dynamisme de la demande intérieure, expliquaient ce ralentissement de croissance, il n’en demeure pas moins que la quasi-stagnation de la valeur ajoutée agricole depuis l’année 2011, notamment durant les bonnes années pluvieuses, aurait contribué à la faiblesse de la création de la richesse nationale supplémentaire.

La valeur ajoutée du secteur primaire s’est accrue de 0,8% par an durant les cinq dernières années au lieu de 5,7% entre 2006 et 2011. La forte croissance de la production agricole a été portée par le dynamisme des cultures non céréalières et de l’élevage qui ont amélioré significativement leur contribution à la valeur ajoutée du secteur. Néanmoins, leur capacité à compenser en partie les baisses aigues de la production céréalière est entrain de s’affaiblir. Elles s’inscrivent depuis quelques années sur un sentier de croissance modérée.

En fait, l’élan de l’activité agricole non céréalière a été atténué par la relance que connaissent les activités de l’industrie agroalimentaire depuis 2012, qui reçoivent une attention particulière dans le processus de transformation mis en œuvre dans la stratégie du développement agricole.

Les effets de ce processus d’intégration des secteurs de l’agriculture et de l’industrie ont profité à la relance des activités classiques des industries de transformation. La reprise ces dernières années des industries agroalimentaires a permis, en partie, aux industries manufacturières de renouer avec la croissance. Les industries de l’agroalimentaire ont dégagé une valeur ajoutée en hausse de 4,4% par an en moyenne depuis 2008 malgré les effets négatifs de la crise économique internationale sur l’économie nationale.

Cette composante du secteur industriel, au-delà de sa prépondérance dans la création de la valeur ajoutée du secteur, présente, selon les études du HCP, des effets d’entrainement plus élevés sur les activités économiques nationales. Ceci n’est pas encore le cas des nouveaux métiers, en particulier, celui de l’automobile qui reste marqué par un plus grand taux de pénétration des importations, et pourrait générer des effets d’entrainement (effets multiplicateurs) plus importants à moyen terme. Les effets d’entrainement des industries de l’agroalimentaire sur la création de la valeur ajoutée se situent à 2,6 et sur la production à 1,9.

La reprise des activités industrielles, avec un taux d’accroissement de 4% par an depuis 2014, au lieu de 0,5% durant 2011-2013, a permis d’atténuer les effets de récession du secteur du bâtiment et partant, de consolider en partie la contribution du secteur secondaire à la croissance économique nationale. Sa valeur ajoutée s’est accrue de 3% par an ces dernières années au lieu de 0,7% en 2012 et 2013 et 4% entre 2007 et 2011.

En revanche, les services, qui contribuent pour 57% à la valeur ajoutée totale, ont connu un net ralentissement de la croissance de leurs valeurs ajoutées, en particulier, celles liées à l’immobilier au tourisme, aux télécommunications et aux services rendus aux ménages et aux entreprises. Leurs taux de croissance est passé de 4,7% par an durant la période 2008-2012 à 1,8% depuis 2013.

Certes, le ralentissement de la croissance économique nationale, particulièrement celle des activités non agricoles, s’explique par l’essoufflement de la demande intérieure dont le rythme de progression est passé de 5,8% par an entre 2007 et 2011 à 2,2% par depuis. Mais, il convient de souligner que l’augmentation du rythme des pénétrations des importations dans les activités économiques nationales, observée depuis quelques années, a limité les effets de la demande intérieure sur la création de la valeur ajoutée. Des études conduites par le HCP à cet égard, ont montré une fuite vers l’extérieur de création de valeur ajoutée induite par la demande finale qui représente 28,5%. Si la fuite induite par la consommation finale se situe à 23%, elle atteint 33% pour l’investissement et 41% pour les exportations.

2-Faiblesse structurelle de l’activité et de l’occupation

La croissance économique nationale est en net ralentissement et se double d’une baisse continue de son contenu en emplois. Les créations d’emploi qui s’élevaient à 160 milles postes par an entre 2002 et 2008 ont été divisées par trois pour se situer à 56 milles entre 2009 et 2015, avec notamment des créations ne dépassant pas 27 milles postes en moyenne durant 2014-2015.

Cependant, le taux de chômage, qui a baissé significativement pour se situer à prés de 9% au terme de la décennie 2000, ne semble pas être affecté par le fléchissement aigu des créations d’emploi durant les dernières années et s’est situé à 9,7% en 2015.

Le taux de chômage aurait pu être plus élevé, si n’était la baisse tendancielle du taux d’activité qui a passé de 53,1% en 2000 à 47,4% en 2015. Avec cette évolution, les nouveaux actifs qui ont accédé au marché de l’emploi s’élèvent à 115 mille personnes par an et seulement 91 milles depuis 2009 et 27 milles depuis 2014.

Aujourd’hui 25,2% des femmes en âge d’activité se trouvent sur le marché de l’emploi. L’enquête du HCP sur l’emploi montre que 12% des femmes au foyer, soit près de 900 mille personnes, déclarent leur souhait d’entrer sur le marché du travail si les conditions économiques affichent des signaux de disponibilité d’opportunités d’emploi. En supposant que ce potentiel de main d’œuvre accède à l’activité, le taux d’activité serait de 51% en 2015 et dans ce cas de figure le taux de chômage national aurait atteint 16%.

Les faibles performances de l’activité économique nationale décourage la population en âge d’activité, notamment celle en dehors du système scolaire, à se lancer à la recherche d’emploi et préfère rester dans l’inactivité. Autrement dit, l’économie nationale se prive d’un potentiel de main d’œuvre et par conséquent d’une source démographique importante de création de valeur ajoutée.

3- Une trappe à l’équilibre bas de l’économie nationale

La recherche de la stabilité macroéconomique dans un contexte de croissance économique faible et d’un contenu en opportunités d’emploi ne répondant pas aux aspirations de la population, suscite des interrogations sur la pertinence d’un tel modèle dans le contexte d’une transition démographique accélérée. Si les politiques publiques (budgétaire et monétaire) ont permis de concrétiser les objectifs escomptés en matière de lutte contre l’inflation et de réduction du déficit public, elles sont appelées, cependant, à renforcer davantage le tissu productif national et à réaliser une croissance forte et régulière.

La réduction des déficits publics, quel que soit le cycle économique, requiert des efforts de rationalisation des dépenses pour la constitution d’épargne, ce qui prive l’économie d’un volume d’investissement pour augmenter la production nationale et résorber le chômage. La sous utilisation des capacités productives maintient l’activité dans un sentier de croissance atone. Certes, la constitution d’une épargne publique est de nature à rendre dans une échéance de court terme un processus d’endettement soutenable. Cependant, en absence d’une croissance économique forte, l’économie nationale sera privée de ressources supplémentaires pour financer aussi bien les impératifs de développement du pays que les services de l’endettement accumulé.

La présence aujourd’hui au Maroc d’un niveau d’endettement à la limite de la soutenabilité et d’une stabilité macroéconomique apparente, ne doivent pas constituer un leurre pour la prise de décision par rapport à la réalité des besoins en une croissance économique nationale soutenue pour assurer un autofinancement du processus de transformations des structures économiques. Celles-ci devraient passer, en se référant à l’expérience des pays développés, par des investissements de long terme qui vont au-delà des politiques contra cycliques. Le rôle de l’Etat devient, ainsi, central dans un tel processus, étant donné que les initiatives privées restent par vocation des choix de court terme et manquent de prise de risque.

Evolution du Produit Intérieur Brut

En volume selon les prix de l’année précédente (En %)

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Rubriques | 2014 | 2015 | 2016\* | 2017\*\* |
| * Valeur ajoutée du secteur Primaire… * Valeurs ajoutées non agricoles............ * Secteur Secondaire……………… * Secteur tertiaire…..……………... | -2,3  2,6  3,1  2,3 | 13,0  1,8  2,8  1,2 | -9,7  2,3  3,3  1,9 | 7,2  2,6  3,5  2,1 |
| Valeur ajoutée totale……………… | 1,9 | 3,2 | 0,6 | 3,2 |
| Impôts et taxes sur produits nets de subventions (ITS)………………………. | 9,7 | 15,8 | 8,1 | 5,0 |
| PIB non agricole (VA +ITS)....................... | 3,3 | 3,4 | 3,1 | 2,9 |
| PIB en volume…………………..……….. | 2,6 | 4,5 | 1,5 | 3,5 |
| Variation du prix implicite du PIB…….. | 0,3 | 1,8 | 1,7 | 1,8 |

(\*) : Estimation pour 2016 (\*\*) : Prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan pour 2017.

Equilibre Ressources-Emplois en volume

Variation en %

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| RUBRIQUES | 2014 | 2015 | 2016\* | 2017\*\* |
| PIB……………………………….… | 2,6 | 4,5 | 1,5 | 3,5 |
| Consommation finale, dont:…….… | 3,6 | 2,3 | 2,7 | 3,3 |
| -Ménages résidents……………… | 3,6 | 2,4 | 2,8 | 3,1 |
| -Administrations publiques................ | 3,1 | 1,9 | 2,5 | 3,8 |
| FBCF……………………………… | -2,1 | 1,5 | 1,1 | 1,4 |
| Exportations de biens et services…. | 8,4 | 6,0 | 5,8 | 6,1 |
| Importations de biens et services.… | 3,3 | -3,1 | 6,9 | 4,2 |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |

NB : -Variations en % aux prix de l’année précédente. - (\*) : Estimations et (\*\*) : Prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan. Juillet 2016

Ratios des autres indicateurs macroéconomiques

en % du PIB

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Rubriques | 2014 | 2015 | 2016\* | 2017\*\* |
| * Epargne Intérieure……………………… * Epargne Nationale ….…………………… * Investissement Brut…………………….. * Solde de financement.…………………… * Déficit budgétaire ….…………………… * Dette Publique globale……………….… * Dette de Trésor……….………………… * Réserves en mois d’importations ……… | 19,7  26,4  32,2  -5,8  -4,7  78,3  63,5  5,3 | 22,5  28,1  30,2  -2,1  -4,3  80,2  64,1  6,8 | 21,9  27,7  30,1  -2,4  -4,1  81,4  65,5  7,6 | 22,1  27,7  29,6  -1,9  -4,2  81 ,1  65,7  8,0 |

(\*) : Estimation pour 2016 (\*\*) : Prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan pour 2017.